

A AFFICHER !

SNUEP INFOS!



F.S.U.

Un Site, un Mail !

<http://www.snuep.com>

snuepnat@snuep.com

Lettre d'information du Syndicat National Unitaire de l'Enseignement Professionnel

N°42 du 1/03/06

Mardi 7 mars

**TOUS EN
GREVE
POUR LE RETRAIT
DU CPE**

**Participons
massivement
aux manifestations**

NON au CONTRAT PREMIERE EMBAUCHE Nos élèves méritent un véritable avenir

Le gouvernement a choisi le passage en force en employant l'article 49-3 et en évitant ainsi le débat national. Utilisant à son avantage le calendrier des vacances, il impose la procédure d'urgence au Parlement qui limite à une seule lecture dans chaque assemblée l'adoption d'une loi. Le CPE est donc adopté sans débat.

Précarité, salarié-jetable, emploi au rabais : le CPE s'oppose au combat quotidien des enseignants visant à élever le niveau de qualification des jeunes. L'obtention des diplômes qui sanctionnent les cursus de formation doit permettre l'accès à un véritable travail, et non à une période d'essai de deux ans.

Le CPE s'inscrit dans la droite ligne des réformes gouvernementales : apprentissage-junior, dynamitage des ZEP, désengagement de l'Etat, loi Fillon, contractualisation et individualisation des politiques éducatives.

Le SNUEP s'inscrit dans la mobilisation interprofessionnelle et appelle à la grève le mardi 7 mars 2007 :

- pour la défense du droit du travail**
- pour la défense du statut de fonctionnaire**
- pour un véritable plan pluriannuel de recrutement**
- pour le retrait du Contrat Première Embauche**

Pour le SNUEP, cette action n'est qu'un début. Fidèle à sa volonté de construire une mobilisation unitaire, il continuera à agir pour la promotion de l'enseignement professionnel initial public.

Paris, le 27 février 2006,

Le Secrétariat National.

TEXTE du BEFN de la FSU – 1er MARS 2006

Le Contrat de Première Embauche menace tous les jeunes de précarité et confirme le refus d'une politique ambitieuse pour la jeunesse et l'éducation. Il concerne l'ensemble des salariés avec la remise en cause du code du travail et du CDI. Il est en relation avec la politique de précarité et de remise en cause du statut dans la fonction publique.

Alors que le gouvernement persiste dans sa volonté de passer en force, la mobilisation pour le 7 mars s'amplifie afin d'obtenir le retrait du CPE. En témoigne la multiplication des appels unitaires, souvent interprofessionnels, aux manifestations et à la grève. C'est pourquoi la FSU appelle les personnels à tout faire pour assurer le succès de la journée du 7 mars en participant massivement aux manifestations et à la grève.